

VILLE DE LAC-SAINT-JOSEPH

Livre des délibérations

PROCÈS-VERBAL des délibérations de la séance régulière du Conseil de Ville de Lac-Saint-Joseph, tenue en date du 21 décembre 2018 à 19h30, à l'Auberge Duchesnay, Pavillon Forestier, 140 Montée de l'Auberge, Ste-Catherine-de-la-Jacques-Cartier.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

- M. Michel Croteau, maire
- Mme Jocelyne Boivin, conseillère
- M. Yvan Duval, conseiller
- M. Jean-Sébastien Sheedy, conseiller
- M. Claude Tessier, conseiller
- M. Jacques Tessier, conseiller

ÉGALEMENT PRÉSENTES:

- Mme Vivian Viviers, directrice générale
- Mme Roxane Ouellet, inspectrice municipale

ABSENCE MOTIVÉE :

- M. Clément Gignac, conseiller

Les membres du conseil présents forment quorum.

ORDRE DU JOUR

1. Ouverture de la séance;
2. Acceptation de l'ordre du jour;
3. Acceptation du procès-verbal de la séance du 19 novembre 2018 ;
4. Acceptation des listes et rapports mensuels ;
5. Certificats de crédits disponibles ;
6. Rapport de l'inspectrice municipale ;
7. Rapport de la directrice générale ;
 - a. Déclaration des intérêts pécuniaires des membres du Conseil ;
8. Adoption de la Politique de prévention du harcèlement psychologique ou sexuel au travail et de traitement des plaintes;
9. Adoption du Règlement no 2018-262 concernant l'imposition des taxes et des tarifs municipaux pour l'année financière 2019 ;
10. Adoption du Règlement no 2018-263 concernant les compensations pour les biens-fonds non imposables ;
11. Adoption du Règlement no 2018-264 concernant les nuisances ;
12. Avis de motion, Règlement décrétant le traitement et l'allocation pour les élus municipaux ;
13. Construction de l'Hôtel de Ville ;
14. Autres sujets ;
15. Période de questions

16. Levée de la séance.

1- Ouverture de la séance

Les membres étant présents, le quorum est constaté et le Maire M. Michel Croteau souhaite la bienvenue à tous et déclare la séance ouverte à 19h30.

2.- Adoption de l'ordre du jour

Après lecture de l'ordre du jour, il est convenu de l'adopter après avoir ajouté à l'item 13, les points suivants :

- a) Patrouille nautique;
- b) Prévisions budgétaires;
- c) Club Nautique St-Louis;

CA-135-2018 Sur proposition de M. Yvan Duval dûment faite et appuyée à l'unanimité l'ordre du jour est adopté après avoir ajouté les points ci-dessus mentionnés.

ADOPTÉ

3.- Adoption du procès-verbal de la séance du 19 novembre 2018

Lecture est faite du procès-verbal de la séance du 19 novembre 2018.

CA-136-2018 Sur proposition de M. Jacques Tessier dûment faite et appuyée à l'unanimité, le procès-verbal de la séance du 19 novembre 2018 est adopté tel que déposé.

ADOPTÉ

4.- Adoption des listes et rapports mensuels

La secrétaire-trésorière dépose les rapports mensuels suivants:

- Liste des comptes payés pour le mois de novembre 2018 ;
- Conciliation bancaire au 30 novembre 2018 ;
- Rapport budgétaire pour le mois de novembre 2018.

CA-137-2018 Sur proposition de M. Claude Tessier dûment faite et appuyée à l'unanimité, les listes et rapports mensuels pour le mois de novembre 2018 sont adoptés tel que soumis.

ADOPTÉ

5.- Certificats de crédits disponibles

La secrétaire-trésorière dépose la liste des certificats de crédits disponibles pour le mois de décembre 2018.

CA-138-2018 Sur proposition de Mme Jocelyne Boivin dûment faite et appuyée à l'unanimité, il est résolu d'accepter les certificats de crédits disponibles tel que préparés par la secrétaire-trésorière et de l'autoriser à faire les versements aux fournisseurs.

ADOPTÉ

6.- Rapport de l'inspectrice municipale

Mme Ouellet mentionne aux membres du conseil que 6 permis ont été émis en novembre. Elle remet aux membres un résumé des permis, pour une valeur de 16 900 \$ et le cumulatif est de 4 827 315 \$.

CA-139-2018 Sur proposition de M. Claude Tessier, appuyée à l'unanimité, le Conseil prend acte du rapport de l'inspectrice municipale.

ADOPTÉ

7.- Rapport de la directrice générale

- a) **Déclaration des intérêts pécuniaires des membres du Conseil** : Mme Viviers mentionne aux membres qu'ils doivent remettre leur déclaration des intérêts pécuniaires complétée et signée avant le 20 décembre 2018.

CA-140-2018 Sur proposition de M. Yvan Duval, appuyée à l'unanimité, le Conseil prend acte du rapport de la directrice générale.

ADOPTÉ

8. Adoption de la Politique de prévention du harcèlement psychologique ou sexuel au travail et de traitement des plaintes.

Mme Viviers remet aux membres du Conseil la Politique de prévention du harcèlement psychologique ou sexuel au travail et de traitement des plaintes qui doit entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2019 en vertu de la *Loi sur les normes du travail*.

CA-141-2018 Sur proposition de M. Yvan Duval, appuyée à l'unanimité, il est résolu que ce Conseil adopte la **Politique de prévention du harcèlement psychologique ou sexuel au travail et de traitement des plaintes** tel que déposé par la secrétaire-trésorière.

ADOPTÉ

9.- Adoption du Règlement no 2018-262 concernant l'imposition des taxes et des tarifs municipaux pour l'année financière 2019 (Résolution CA-142-2018)

CONSIDÉRANT QU'en vertu de la *Loi sur les Cités et Villes du Québec* et de la *Loi sur la fiscalité municipale*, la Ville de Lac-Saint-Joseph a le droit d'imposer et de prélever des taxes, tarifs, compensations, cotisations, etc. ;

CONSIDÉRANT QUE le conseil municipal de Ville de Lac-Saint-Joseph entend imposer un permis et une compensation pour les roulottes, le tout conformément à l'article 231 de la *Loi sur la fiscalité municipale* ;

CONSIDÉRANT QUE le conseil municipal de la Ville de Lac-Saint-Joseph entend se prévaloir de l'article 205.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* et imposer une compensation à l'égard d'un immeuble visé par l'article 204, paragraphe 12 ;

CONSIDÉRANT QU'un avis de motion de l'adoption du présent règlement a été donné lors de la séance ordinaire du conseil tenue le 19 novembre 2018 ;

CONSIDÉRANT QU'il y a eu dépôt du projet de règlement lors de la séance ordinaire du conseil tenue le 19 novembre 2018 ;

CONSIDÉRANT QU'une copie du projet de règlement a été remise aux membres du conseil au plus tard 72 heures avant la séance et que tous les membres du conseil présents déclarent l'avoir lu et renoncent à sa lecture ;

**EN CONSÉQUENCE,
IL EST PROPOSÉ PAR Mme Jocelyne Boivin
ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ**

D'adopter le Règlement numéro 2018-262 concernant l'imposition des taxes et des tarifs municipaux pour l'année financière 2019.

Que le conseil décrète ce qui suit, à savoir :

CHAPITRE 1

Article 1 - Préambule

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

Article 1.1 – But

Le présent règlement fixe, impose et prélève des taxes foncières et spéciales, des compensations, des tarifs pour les services, etc., pour l'année 2019, sur les immeubles situés sur le territoire de la Ville de Lac-Saint-Joseph.

CHAPITRE 2

Article 2 – Taxes

Article 2.1 – Taux de base

Le taux de base de la taxe foncière générale est fixé à 0,2800 \$ par 100 \$ de la valeur portée au rôle d'évaluation.

Article 2.2 – Taxe foncière pour la protection de la qualité de l'eau

Une taxe foncière pour le fonds pour la protection de la qualité de l'eau du Lac-Saint-Joseph est fixée à 0,0200 \$ par 100 \$ de la valeur portée au rôle d'évaluation.

Article 2.3 – Taxe foncière pour les travaux de voirie

Pour pourvoir au paiement de la dette annuelle imposée par le Règlement d'emprunt numéro 06-180 concernant la réfection du chemin Thomas-Maher, une taxe spéciale de 0,0500 \$ par 100 \$ de la valeur portée au rôle d'évaluation est imposée et prélevée sur tous les immeubles décrits audit Règlement d'emprunt.

CHAPITRE 3

Article 3 – Tarifs et compensations

Toutes taxes, tarifications et compensations imposées aux articles du chapitre 3 sont payables et exigibles d'une personne en raison du fait que celle-ci est le propriétaire d'un immeuble et assimilées à une taxe foncière imposée sur l'unité d'évaluation conformément aux articles 244.7 et suivants de la *Loi sur la fiscalité municipale* (L.R.Q., chapitre F-2.1).

Article 3.1 Compensation relative à la gestion des vidanges de fosses septiques

Un tarif annuel de 75 \$ pour le service de « gestion des vidanges de fosses septiques » est imposé et prélevé à tous les propriétaires ayant une installation sanitaire.

Article 3.2 – Permis de roulotte

Conformément à l'article 231 de la *Loi sur la fiscalité municipale*, il est imposé au propriétaire ou à l'occupant d'une roulotte située sur le territoire de la municipalité, un permis de 10,00 \$:

- a) pour chaque période de trente (30) jours qu'elle y demeure, au-delà de quatre-vingt-dix (90) jours consécutifs, si sa longueur ne dépasse pas neuf (9) mètres ;
- b) pour chaque période de trente (30) jours, si sa longueur dépasse neuf (9) mètres.

Ce permis est payable d'avance à la Ville pour chaque période de trente (30) jours.

On définit par « roulotte » tout équipement tels que : roulotte de camping, roulotte de voyage, roulotte de parc, caravane, motorisé, tente roulotte, etc.

Article 3.3 – Compensation à l'égard d'un immeuble visé par l'article 204, 12° de la Loi sur la fiscalité municipale

Conformément à l'article 205.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale*, il est imposé au propriétaire d'un immeuble visé par le paragraphe 12° de l'article 204, une compensation équivalente au taux de base de la taxe foncière générale, en la multipliant par la valeur non imposable du terrain inscrite au rôle d'évaluation foncière pour l'exercice en cours.

Article 3.4 – Droits sur les mutations immobilières

En plus des taux autorisés par la *Loi concernant les droits sur les mutations immobilières*, un taux de 3% sera appliqué sur la partie de la valeur des transactions qui excèdent 500 000 \$.

Voici comment calculer les droits de mutation à compter du 1^{er} janvier 2019 :

1 ^{ère} tranche	0 à 50 400 \$	0,5%
2 ^e tranche	50 401 \$ à 251 800 \$	1 %
3 ^e tranche	251 801 \$ à 500 000 \$	1,5 %
4 ^e tranche	500 001 \$ et plus	3 %

CHAPITRE 4

Article 4 – Tarifs pour services divers

Article 4.1 – Tarif imposé pour la location du Club Nautique St-Louis

Le tarif imposé pour les services de location du Club Nautique St-Louis est de 250 \$ avec en plus des frais de 150 \$ pour le ménage si nécessaire.

Le permis d'alcool est obligatoire (selon la nature de la location) et est la responsabilité du locataire. L'heure de fermeture maximale est 1h00 a.m.

Article 4.2 – Tarifs imposés pour la mise à l'eau des embarcations au Club Nautique St-Louis

Les tarifs imposés pour la mise à l'eau des embarcations au Club Nautique St-Louis sont :

- Clé ou carte pour accéder à la barrière : 50 \$
- Vignette pour bateau :
 - Résident : gratuit
 - Non-résident (visiteur) : 50 \$ par mois

Article 4.3 – Tarifs et prix imposés pour l’analyse d’eau

Les tarifs et pris imposés pour les analyses d’eau sont les suivants :

- Analyse de base : 60 \$
- Analyse complète : 125 \$

Le service est offert habituellement dans la première semaine de juillet de chaque année et est à la discrétion du propriétaire qui peut obtenir les bouteilles exigées au bureau de la Ville.

Article 4.4 Tarifs et prix imposés pour la location d’espaces publicitaires dans le journal municipal

Les tarifs et prix imposés pour la location d’un espace publicitaire dans le journal municipal sont :

En couleurs	Un numéro	Trois parutions	Contrat annuel
Carte d’affaires	30,00 \$	75,00 \$	150,00 \$
¼ de page	40,00 \$	100,00 \$	200,00 \$
1/3 de page	50,00 \$	125,00 \$	250,00 \$
½ page	60,00 \$	160,00 \$	300,00 \$
1 page	100,00 \$	275,00 \$	500,00 \$

CHAPITRE 5

Article 5 : Versements et échéances

Article 5.1 – Exigibilité des comptes de taxes et compensations

Les comptes de taxes peuvent être payés en quatre versements égaux, comme suit :

- 1^{er} versement : trente (30) jours de la mise à la poste ;
- 2^e versement : 1^{er} avril 2019 ;
- 3^e versement : 1^{er} juillet 2019 ;
- 4^e versement : 1^{er} octobre 2019

Article 5.2 – Comptes en souffrance

Toutes taxes, tarifications, compensations ou autres comptes recevables dus en vertu du présent Règlement, et tous droits de mutation qui demeurent impayés après échéance portent intérêt au taux de 14% l'an.

Article 5.3 – Frais d'administration

Des frais d'administration de 50,00 \$ sont exigés de tout tireur d'un chèque ou d'un ordre de paiement remis à la municipalité dont le paiement est refusé par le tiré.

Article 5.4 – Perception du propriétaire

Les sommes dues en vertu du présent Règlement sont perçues du ou des propriétaires des immeubles, roulottes, maisons mobiles selon le cas, visés d'après les règles et la manière prescrites pour les taxes générales.

Article 5.5 – Maintien des taux

Les taux et tarifs imposés par le présent Règlement demeureront en vigueur, à moins d'être modifiés par un règlement ultérieur.

Les dispositions du présent Règlement modifient et remplacent tout règlement ou toute disposition d'un règlement antérieur incompatible ou inconciliable avec le présent Règlement.

Article 6 – Modifications

Le conseil municipal peut modifier le contenu du présent Règlement par simple résolution.

Article 7 – Entrée en vigueur

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la Loi.

Adopté à Lac-Saint-Joseph, le 17 décembre 2018.

Michel Croteau, Maire

Vivian Viviers, secrétaire-trésorière

ADOPTÉ

10.- Adoption du Règlement no 2018-263 concernant les compensations pour les biens fonds non imposables (Résolution CA-143-2018)

CONSIDÉRANT QUE le Conseil de la Ville de Lac-Saint-Joseph a l'intention de se prévaloir des dispositions des articles 204 et 105 de la *Loi sur la fiscalité municipale* ayant pour but d'imposer une compensation, pour l'année 2018 sur certaines catégories d'immeubles non-imposables énumérés auxdits articles;

CONSIDÉRANT QU'un avis de présentation de ce règlement a été dûment donné aux fins du présent règlement;

Le conseil de la Ville de Lac-Saint-Joseph, **DÉCRÈTE ET ORDONNE** ce qui suit, savoir:

1. Une compensation, pour l'année 2019 est par le présent règlement imposée à raison de 0,2800\$/100,00\$ d'évaluation imposable. De plus, une taxe supplémentaire de 0,0500\$/100,00\$ d'évaluation sera imposée pour le remboursement du règlement d'emprunt concernant la réfection du Chemin Thomas Maher ainsi qu'une autre taxe de 0,0200\$/100,00\$ d'évaluation pour la création d'un fonds pour la protection de la qualité de l'eau du Lac-Saint-Joseph. Ces taxes sont imposables sur tous les immeubles visés aux paragraphes 4, 5, 10, 11 et 12 de l'article 204 de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

2. Une compensation, pour l'année 2019, de 0,3500\$ du 100,00\$ d'évaluation est, par le présent règlement imposée sur tous les terrains visés au paragraphe 12 de l'article 204 de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

3. Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la Loi.

Michel Croteau, Maire

Vivian Viviers, secrétaire-trésorière

11.- Adoption du Règlement no 2018-264 concernant les nuisances (Résolution CA-144-2018)

CONSIDÉRANT les pouvoirs de réglementation conférés à la municipalité, notamment par la Loi sur les compétences municipales;

CONSIDÉRANT qu'un avis de motion du présent règlement a été préalablement donné lors de la séance ordinaire du 14 NOVEMBRE 2018 ;

EN CONSÉQUENCE
SUR LA PROPOSITION de M. Claude Tessier
IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU :

Que ce conseil ordonne et statue par le présent règlement portant le numéro 2018-264 ce qui suit, à savoir:

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

CHAPITRE I DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES, INTERPRÉTATIVES ET ADMINISTRATIVES

1.1 PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

1.2 TITRE DU RÈGLEMENT

Le présent règlement numéro 2018-264 porte le titre de « RÈGLEMENT SUR LES NUISANCES ».

1.3 TERRITOIRE TOUCHÉ

Le présent règlement s'applique sur l'ensemble du territoire sous juridiction de la Municipalité de Ville de Lac-Saint-Joseph, ainsi qu'à toute personne physique ou toute personne morale.

1.4 BUT DU RÈGLEMENT

Le présent règlement a pour but de définir ce qui constitue une nuisance afin de la faire disparaître lorsqu'elle se manifeste, ainsi que pour prescrire des amendes aux personnes qui créent ou laissent subsister de telles nuisances.

1.5 ABROGATION

Le présent règlement abroge et remplace les règlements numéro 95-126, 2015-238 et ses amendements. Il prévaut aussi sur tout autre règlement qui porte ou pourrait porter sur un même sujet.

1.6 DÉFINITIONS

Aux fins de ce règlement, seules les définitions ayant un sens différent que celle apparaissant au dictionnaire sont représentées :

Bac roulant

Le contenant de matière plastique destiné à recevoir des matières résiduelles et qui est muni de roues, d'un couvercle et d'un système d'attaches permettant d'être transvidé mécaniquement.

Carcasse de véhicule automobile

Un véhicule automobile hors d'usage ou dépourvu d'une ou de plusieurs pièces essentielles à son fonctionnement, notamment le moteur, la transmission, un train de roues ou, dépourvu d'un élément de direction ou de freinage, ainsi que des pièces détachées de tels véhicules.

Conteneur sanitaire

Le contenant en métal d'une capacité minimum d'un mètre cube (1,0 m³) ou plus, équipé de roues ou non, s'adaptant à un système hydraulique du camion sanitaire et, destiné à entreposer

temporairement les ordures ménagères d'un immeuble multifamilial, commercial ou industriel. Ce contenant exclut une poubelle et un bac roulant.

Domaine public

Ensemble des biens administrés par la municipalité, affecté à l'usage général et public.

Équipement d'enneigement artificiel

Dispositif permettant de fabriquer de la neige mécaniquement à partir d'eau et d'air, le tout à basses températures.

Fonctionnaire désigné

La personne chargée par résolution du conseil municipal de l'application du présent règlement.

Matières résiduelles

Toute matière rejetée par les ménages et qui est périmée, rebutée et qui peut être mise en valeur, recyclée, compostée ou éliminée. Les matières résiduelles comprennent l'ensemble des matières organiques, recyclables, récupérables et des déchets ultimes.

Monstre domestique

Un objet, tel que meuble, appareil électrique et tapis, trop gros pour pouvoir entrer complètement dans un sac de plastique de 65 cm par 90 cm et autre que les débris de construction. Les pneus hors d'usage sont également considérés comme un monstre domestique.

Réceptacle

Tout sac de plastique non retournable dont l'épaisseur minimale est de 0,040 mm ou tout autre contenant retournable ou non, ne laissant échapper aucun déchet solide ou liquide, les sacs d'épiceries sont exclus.

Véhicule

Tel que défini au *Code de la sécurité routière* (RLRQ, c.C-24.2).

Véhicule outils

Véhicule routier, autre qu'un véhicule monté sur un châssis de camion, fabriqué pour effectuer un travail et dont le poste de travail est intégré au poste de conduite du véhicule. Aux fins de cette définition, un châssis de camion est un cadre muni de l'ensemble des composantes mécaniques qui doivent se retrouver sur un véhicule routier fabriqué pour le transport de personnes, de marchandises ou d'un équipement.

CHAPITRE 2**DISPOSITIONS CONCERNANT LE BRUIT, LES ODEURS ET LES ANIMAUX****2.1 DISPOSITION GÉNÉRALE**

Constitue une nuisance et est prohibé le fait de :

a) Faire, de provoquer ou d'inciter à faire, de quelque façon que ce soit, du bruit susceptible de troubler la paix, la tranquillité, le confort, le repos, le bien-être des citoyens de nature à empêcher l'usage paisible de la propriété dans le voisinage.

Le présent article constitue une offense de caractère général distincte de celles prévues au présent chapitre.

b) Causer du bruit qui trouble la paix et le bien-être du voisinage, entre vingt-deux heures (22 h) et sept heures (7 h) du dimanche au samedi, en faisant l'usage d'outils pour réaliser des travaux d'entretien, en exécutant des travaux de construction, de démolition ou de réparation d'un bâtiment ou d'un véhicule.

À l'exception de travaux d'urgence visant à sauvegarder la sécurité des lieux ou des personnes.

c) D'émettre ou permettre que soit émis, tout bruit perturbateur produit par un instrument de musique ou un appareil destiné à reproduire ou à amplifier le son, de même que la production d'un spectacle dont les sons peuvent être entendus au-delà d'un rayon de 50 m à partir du lieu d'où provient le bruit.

À l'exception, d'une activité spéciale parrainée par le service des loisirs ou ses organismes reconnus ou lors d'activité publique où la population en général est invitée. Dans tous les cas, l'autorisation écrite du fonctionnaire désigné doit avoir été préalablement obtenue.

d) Permettre que lors de l'exploitation, de la conduite ou de l'exercice de son industrie, commerce, métier ou occupation quelconque, faire ou laisser faire un bruit de façon à incommoder le repos, le confort ou le bien-être du voisinage ou d'une partie de celui-ci, peu importe la période de temps.

À l'exception des entreprises nécessitant le recours aux véhicules et équipements d'enneigement artificiel.

e) Permettre l'utilisation entre vingt-et-une heures (21 h) et sept heures (7 h) du dimanche au samedi une tondeuse à gazon ou une scie à chaîne.

f) Procéder à une coupe d'arbres, en lien avec un permis de construction entre dix-neuf heures (19 h) et sept heures (7 h) du lundi au vendredi et entre le samedi seize heures (16 h) et le lundi sept heures (7 h).

g) Permettre ou tolérer, entre vingt-trois heures (23 h) et sept heures (7 h), des amusements, des réjouissances ou des réceptions causant du bruit de façon à incommoder le repos, le confort ou le bien-être du voisinage ou d'une partie de celui-ci.

De laisser en opération, après vingt-trois heures (23 h) du dimanche au samedi, un haut-parleur ou tout appareil amplificateur de son, de façon à ce que des sons soient projetés à l'extérieur d'un bâtiment.

h) Faire fonctionner le moteur d'un véhicule automobile à un régime excessif, notamment au démarrage ou à l'arrêt.

-
- i) D'utiliser pour des travaux de dynamitage entre vingt-deux heures (22 h) et sept (7 h) du lundi au vendredi, et entre le samedi seize heures (16 h) et le lundi sept heures (7 h).
 - j) D'utiliser abusivement ou inutilement un avertisseur sonore (klaxon) ou sirène d'un véhicule, de nature à troubler la paix, le bien-être, le confort ou la tranquillité d'une ou de plusieurs personnes du voisinage.
 - k) De participer à un attroupement de véhicules dans quelque endroit de la municipalité, causant un bruit de nature à troubler la paix, le bien-être, le confort, ou la tranquillité d'une ou de plusieurs personnes du voisinage.

2.2 ACTIVITÉ COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE

Constitue une nuisance et est prohibé le fait de :

- a) Mettre en opération un chantier de construction, les opérations de manipulation de marchandises, de chargement et de déchargement ou toute autre activité commerciale et industrielle, entre dix-huit heures (18 h) et sept heures (7 h) du lundi au samedi et toute la journée du dimanche, pouvant causer du bruit de nature à incommoder le repos, le confort ou le bien-être du voisinage ou d'une partie de celui-ci.

À l'exception de travaux et d'activités municipales, y compris ceux confiés à un entrepreneur par la Municipalité, sous réserve des dispositions applicables au contrat le liant à la Municipalité.

- b) Permettre ou tolérer, entre vingt-trois heures (23 h) et sept heures (07 h) du dimanche au samedi, tout bruit causé par des personnes qui se trouvent sur une terrasse à vocation commerciale qui est de nature à troubler la paix, le bien-être, le confort et la tranquillité d'une ou des personnes du voisinage.

2.3 CRIS, HURLEMENTS ET AUTRES SONS

Constitue une nuisance et est prohibé, le fait par toute personne de faire du bruit en criant, hurlant, injuriant, en chantant ou produit par un instrument de musique ou un appareil destiné à reproduire ou à amplifier le son dans une rue, un bâtiment, un terrain, un parc publics ou privés ou dans tout embarcation nautique de façon à incommoder le repos, le confort ou le bien-être du voisinage ou d'une partie de celui-ci.

2.4 PUBLICITÉ SONORE

Constitue une nuisance et est prohibé, le fait de faire du bruit susceptible d'être entendu sur un domaine public au moyen de la voix, d'un sifflet, d'un cliquetis, d'une cloche, d'un tambour, d'une corne, d'un porte-voix, d'un piano ou de tout autre instrument musical, dans le but d'annoncer ses marchandises, d'attirer l'attention ou de solliciter le patronage du public.

Le présent article ne s'applique pas aux publicités organisées par un organisme sans but lucratif ou par un commerce ayant sa place d'affaires dans la municipalité. Toutefois, un permis doit être obtenu préalablement auprès de la municipalité. Un commerce ou un organisme ne peut avoir plus de deux (2) permis par année.

2.5 L'ÉCLAIRAGE

Les présentes dispositions visant la protection de l'environnement s'appliquent à toutes les situations, activités ou constructions, peu importe le moment où elles ont débuté ou ont été mises en place. Constitue une nuisance et est prohibé le fait par toute personne de :

- a) Projeter directement de la lumière en dehors du terrain où se trouve la source de lumière, susceptible de causer un danger public ou un inconvénient aux citoyens se trouvant sur un terrain autre que celui d'où émane la lumière;
- b) Faire usage de tout dispositif lumineux dont l'intensité n'est pas maintenue constante et stationnaire ou de tout dispositif lumineux installé de manière à incommoder le repos, le confort ou le bien-être du voisinage ou d'une partie de celui-ci.
- c) D'installer un luminaire pour l'usage extérieur, projetant de la lumière à un angle de moins de trente (30) degrés en dessous de l'horizon et ne possédant ni abat-jour, ni visière.

Droits acquis

Chaque propriétaire qui possède actuellement un luminaire pour l'usage extérieur non conforme doit se conformer aux dispositions du présent règlement.

2.6 ODEUR

Constitue une nuisance et est prohibé le fait d'émettre des odeurs nauséabondes par le biais ou en utilisant tout produit, substance, objet ou déchet, susceptible de troubler le confort, le repos des citoyens ou à incommoder le voisinage.

2.7 VÉHICULE LOURD DANS UNE ZONE RÉSIDENIELLE

Constitue une nuisance et est prohibé, le fait de :

- a) Occasionner tout bruit en utilisant, en circulant ou en laissant tourner le moteur d'un véhicule lourd qui est de nature à empêcher l'usage paisible de la propriété ou à incommoder le repos, le confort ou le bien-être du voisinage ou d'une partie de celui-ci.
- b) Le présent article ne s'applique pas lorsqu'un véhicule lourd doit circuler dans une zone résidentielle pour y effectuer la livraison de biens, pour effectuer un déménagement ou pour réaliser des travaux d'aménagement quelconque, de construction ou de réparation d'immeuble.

2.8 ANIMAUX

Constitue une nuisance et est prohibé :

- a) Le fait d'avoir sous sa garde un animal dont les cris, hurlements ou aboiements incommode le repos, le confort ou le bien-être du voisinage ou d'une partie de celui-ci.
- b) Le fait d'avoir sous sa garde un animal susceptible de mettre en péril la vie ou la sécurité d'une ou de plusieurs personnes du voisinage.
- c) Tout aboiement ou hurlement de chien susceptible de troubler la paix et le repos de toute personne est prohibé.

2.9 OBSTRUCTION

- a) De jeter ou de déposer des déchets, des rebuts, des cendres, du papier, des ordures, des immondices, des détritiques, des résidus de gazon ou d'herbe de la terre, du gravier, de la pierre ou toute autre matière similaire dans un fossé ou tout autre domaine public.
- b) D'obstruer et d'empiéter, de quelque façon que ce soit, sur les trottoirs, dans les rues, dans l'emprise des rues et sur tout autre domaine public.
- c) De poser ou de placer de l'asphalte, du béton ou autres matériaux dans l'emprise de la rue soit sur le bord du trottoir ou sur le bord de la bordure de rue en continuation d'un accès à la propriété privée (entrée charretière) ou en façade du terrain privé afin de faciliter l'accès d'un véhicule à sa propriété, de manière à ce que la surface finie du revêtement installé ait un niveau plus élevé que le pavage de la partie de rue adjacente à l'entrée charretière.
- d) De laisser s'écouler, s'accumuler ou se répandre de la terre, du sable, du gravier, des résidus de gazon ou d'herbe, du liquide ou toute autre substance de même nature sur un trottoir, dans une rue, dans l'emprise de celle-ci sur tout autre domaine public incluant les ruisseaux et le lac St-Joseph;
- e) De jeter ou de déposer des cendres, du papier, des déchets, des immondices, des ordures, des détritiques ou autres matières nuisibles dans les rues, les emprises de celles-ci, sur les trottoirs, les fossés, les parcs ou tout autre domaine public, incluant les ruisseaux et le lac St-Joseph.
- f) De déposer sur un domaine public de la tourbe, de la terre, du gravier, de la brique ou toute autre matière semblable sans être autorisé par le fonctionnaire désigné et sans que ce dépôt ne soit doté d'une signalisation adéquate.
- g) De jeter ou de déposer sur un domaine public de la neige ou de la glace provenant d'un terrain privé

2.9.1 L'enlèvement des matériaux, substances, déchets et autres matières mentionnées au présent article et le nettoyage des rues, trottoirs et terrains publics doivent être effectués par le propriétaire ou l'occupant du terrain, ou le propriétaire du véhicule, d'où proviennent les dépôts

ou les rejets interdits ou par la personne responsable de la présence de ces substances. En cas de refus d'agir ou de négligence, l'enlèvement et le nettoyage sont faits par la Municipalité aux frais du responsable, et ce, sans préjudice aux recours de la Municipalité pour les contraventions au présent article.

CHAPITRE 3 DISPOSITIONS CONCERNANT LES TERRAINS

3.1 BROUSSAILLES ET MAUVAISES HERBES

Constitue une nuisance et est prohibé le fait, par le propriétaire, le locataire ou toute personne responsable d'un terrain, d'y laisser des broussailles ou des mauvaises herbes, tel herbe à poux, herbe à puce, berce du Caucase, espèce envahissante ou toute autre plante nuisible à la santé.

3.2 COMPOST

Constitue une nuisance et est prohibé le fait par le propriétaire, le locataire, l'occupant ou la personne responsable d'un terrain d'y faire du compost de façon à ce que les odeurs qui s'en dégagent incommode le confort ou le bien-être du voisinage ou d'une partie de celui-ci.

3.3 DÉCHETS, BOUTEILLES, PAPIERS, FERRAILLE, ETC...

Constitue une nuisance et est prohibé le fait de laisser, de déposer ou de jeter sur ou dans tout immeuble, des déchets, des papiers, des bouteilles vides, des éclats de verre, de la ferraille, des pièces de machinerie et d'équipement de véhicules, des amoncellements de briques, de pierres, de blocs de béton, de terre, du vieux bois, des vieux meubles, des pneus usagés, des rebuts de construction ou d'autres détritiques quelconques.

3.4 ENTREPOSAGE DE VÉHICULE OU PARTIE DE VÉHICULE

Constitue une nuisance et est prohibé le fait de déposer ou de laisser sur tout immeuble une ou des carcasses de véhicules

Constitue une nuisance et est prohibé le fait de déposer ou de laisser sur tout immeuble, un véhicule ou embarcation (ex. : bateau, chaloupe, moto-marine, delta-plane, remorque, voilier, etc.) hors d'état de fonctionnement ou d'utilisation pour une autre cause que son entreposage.

3.5 ENTRETIEN DES TERRAINS

Constitue une nuisance et est prohibé le fait de laisser pousser sur un immeuble la pelouse de manière à ce qu'elle excède une hauteur moyenne de 20 centimètres.

Le présent article ne s'applique pas aux terrains utilisés à des fins agricoles et/ou horticoles ainsi qu'aux bandes riveraines.

3.6 ESSENCE, GRAISSE OU HUILE

Constitue une nuisance et est prohibé le fait de déposer ou de laisser déposer des huiles d'origine végétale, animale ou minérale ou de la graisse d'origine végétale ou animale à l'extérieur d'un bâtiment, ailleurs que dans un contenant étanche fabriqué de métal et de matières plastiques, et muni et fermé par un couvercle, lui-même étanche.

3.7 IMMONDICES

Constitue une nuisance et est prohibé le fait de laisser, de déposer ou de jeter sur ou dans tout immeuble, des eaux sales ou stagnantes, des immondices, du fumier, des animaux morts, des matières fécales et autres matières malsaines et nuisibles.

3.8 TERRAIN OU PORTION DE TERRAIN NON AMÉNAGÉ

Constitue une nuisance et est prohibé le fait de laisser un espace où le sol a été remanié sans le niveler, ou d'y laisser un espace où le sol a été remanié sur un immeuble sans le niveler, ou d'y laisser un espace sans gazon ou végétation, de façon à créer, lorsqu'il vente, des nuages de poussières de manière à incommoder le voisinage ou une partie de celui-ci et/ou de détériorer, polluer l'environnement ainsi que les eaux des rivières, ruisseaux et du lac St-Joseph.

CHAPITRE 4

DISPOSITIONS CONCERNANT LES MATIÈRES RÉSIDUELLES ET LEURS CONTENEURS ET BACS ROULANTS

4.1 GÉNÉRALE

- a) Les matières résiduelles doivent être disposées à l'intérieur des conteneurs sanitaires et des bacs roulants autorisés à cette fin par la municipalité ou par l'entrepreneur.
- b) Les conteneurs sanitaires et les bacs roulants servant à la disposition des matières résiduelles doivent être placés en bordure de rue de façon à ne pas entraver la circulation.

4.2 NUISANCES

Constitue une nuisance et est prohibé le fait de :

- a) Placer les conteneurs sanitaires et les bacs roulants en bordure de rue plus de douze (12) heures avant la journée prévue pour la cueillette de ceux-ci.
- b) Laisser des conteneurs sanitaires et des bacs roulants en bordure de la rue au plus tard à minuit la journée prévue pour la cueillette de ceux-ci.
- c) Disposer de matières résiduelles dans des sacs et de placer ceux-ci en bordure de rue, à l'exception des collectes (feuilles et objets encombrants).
- d) De laisser, de déposer ou de jeter à l'intérieur un conteneur sanitaire, un bac roulant ou un bac semi-enfoui des matériaux de construction.

Cette disposition ne s'applique pas aux personnes ou entrepreneurs qui lors de travaux louent un conteneur sanitaire spécifiquement pour cet usage.

CHAPITRE 5 DISPOSITIONS CONCERNANT LA PROPRIÉTÉ PUBLIQUE

5.1 FOSSÉ

Constitue une nuisance et est prohibé le fait de :

Jeter ou de déposer des déchets, des rebuts, des cendres, du papier, des ordures, des immondices, des détritrus, de la terre, de la pierre ou toute autre matière similaire dans un cours d'eau et/ou fossé.

5.2 EMPIÉTEMENT DE BRANCHES D'ARBRES ET D'ARBUSTES

Constitue une nuisance et est prohibé le fait de :

- a) Laisser les branches d'un arbre ou d'un arbuste empiéter au-dessus d'une rue de telle sorte que le dégagement entre le revêtement bitumineux de la chaussée et les branches soit inférieur à quatre mètres cinquante (4,5 m).
- b) Laisser les branches d'un arbre, d'un arbuste ou d'une haie empiéter au-dessus d'un trottoir de telle sorte que le dégagement entre le trottoir et les branches soit inférieur à trois mètres cinquante (3,5 m).
- c) Laisser les branches d'un arbre, d'un arbuste ou d'une haie empiéter devant un panneau de signalisation routière situé en bordure d'une rue, de manière à nuire à la visibilité.

CHAPITRE 6 FUMÉE ET FEU

6.1 FEU À CIEL OUVERT

Le feu à ciel ouvert est autorisé sans permis uniquement pour un combustible de bois. Toutefois, toute personne doit se conformer aux lois, directives et avis émis par tout palier de gouvernement concernant les feux à ciel ouvert.

La personne qui allume un feu à ciel ouvert doit prendre tous les moyens nécessaires pour empêcher la propagation du feu de façon à ne pas constituer un risque d'incendie et doit éteindre et s'assurer que le feu soit éteint avant son départ.

6.2 FEU D'ARTIFICE

Le fait de faire ou permettre qu'il soit fait usage de pétards, de feux d'artifice est prohibé en tout temps sur le territoire de la ville de Lac-Saint-Joseph.

CHAPITRE 7 DISPOSITIONS CONCERNANT L'INSPECTION ET L'APPLICATION DU RÈGLEMENT

7.1 APPLICATION DU PRÉSENT RÈGLEMENT

Le conseil autorise, de façon générale, tout agent de la paix ainsi que le fonctionnaire désigné à entreprendre des poursuites pénales contre tout contrevenant à toute disposition du présent règlement, et autorise généralement, en conséquence, ces personnes à délivrer les constats d'infraction utiles à cette fin. Ces personnes sont chargées de l'application du présent règlement.

7.2 VISITE DES LIEUX

Pour les municipalités régies par la *Loi sur les cités et villes* (art. 411) :

Le fonctionnaire désigné chargé de l'application du présent règlement est autorisé à visiter et à examiner, à toute heure raisonnable, toute propriété mobilière et immobilière, ainsi que l'intérieur et l'extérieur de toute maison, bâtiment ou édifice quelconque, pour constater si le présent règlement y est exécuté.

Tout propriétaire, locataire ou occupant de ces propriétés, maisons, bâtiments et autres édifices, doit le laisser y pénétrer.

CHAPITRE 8 DISPOSITIONS FINALES

8.1 AUTRES RECOURS

Le recours pénal prévu au présent chapitre n'affecte en rien le droit de la Municipalité d'exercer tout autre recours.

8.2 SANCTIONS

Toute personne qui contrevient au présent règlement ou qui entrave, de quelque manière que ce soit, l'action du fonctionnaire désigné ou d'un agent de la paix agissant en vertu du présent règlement, commet une infraction et est passible des amendes suivantes :

- a) Pour une personne physique, une amende de deux cents dollars (200\$)
- b) Pour une personne morale, une amende de mille dollars (1,000\$).
- c) En cas de récidive, les amendes prévues aux paragraphes a) et b) sont doublées.

Dans tous les cas, les frais de la poursuite sont en sus.

Si une infraction dure plus d'un jour, l'infraction commise à chacune des journées constitue une infraction distincte et les pénalités édictées pour chacune des infractions peuvent être imposées pour chaque jour que dure l'infraction, conformément au présent article.

8.3 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la Loi.

ADOPTÉ À LAC-SAINT-JOSEPH, CE 17 décembre 2018.

Michel Croteau, Maire

Vivian Viviers, secrétaire-trésorière

12.- Avis de motion, Règlement décrétant le traitement et l'allocation pour les élus municipaux

CA-145-2018 AVIS DE MOTION est par les présentes donné par M. Claude Tessier qu'à une prochaine séance de ce Conseil un règlement sera présenté décrétant le traitement et l'allocation pour les élus municipaux.

13.- Construction de l'Hôtel de Ville

Le Maire, M. Michel Croteau mentionne que les travaux se poursuivent et que tout va bien. Ça correspond au contrat et les budgets sont respectés jusqu'à maintenant. La livraison devrait se faire fin janvier ou début février.

14.- Autres sujets

a) Patrouille nautique

M. Michel Croteau mentionne qu'il a discuté avec le Maire de Fossambault-sur-le-Lac et celui-ci serait d'accord pour l'embauche d'un étudiant de 2^e année de l'École de Police de Nicolet pour faire de la patrouille nautique. Il pourrait avoir le titre d'agent de la paix afin d'émettre des constats d'infraction. La Ville de Fossambault serait d'accord pour partager les coûts. M. Jacques Tessier ajoute que nous avons un élévateur à bateau au Club Nautique qui pourrait leur servir.

b) Prévisions budgétaires

Mme Viviers présente les prévisions budgétaires pour l'année 2019.

CA-146-2018 Sur proposition de M. Jacques Tessier dûment faite et appuyée à l'unanimité, les prévisions budgétaires pour l'année 2019 sont adoptées tel que soumises.

ADOPTÉ

c) Club Nautique St-Louis

Le Maire Michel Croteau mentionne qu'il a rencontré le Commodore M. Éric Bilodeau en compagnie de Mmes Jocelyne Boivin et Vivian Viviers. Le cahier de charges ainsi qu'un projet d'entente lui a été proposé et M. Bilodeau présentera ces documents à son conseil d'administration et nous donnera des nouvelles.

15.- Période de questions.

Aucune question.

16.- Levée de la séance

La séance est levée à 20h10.

CA-147-2018 Sur proposition de M. Yvan Duval, il est résolu à l'unanimité de lever la séance du Conseil à 20h10.

ADOPTÉ

Michel Croteau
Maire

Vivian Viviers
Secrétaire-trésorière